FORVM GEOPOLITICA
Independent Commentary on a Fractured World



Tel un phénix renaissant de ses cendres – Le candidat sauve l'Allemagne

Le candidat qui sauvera l'Allemagne – réflexions utopiques

Beaucoup considèrent déjà l'Allemagne comme une cause perdue – ce qui est tout à fait compréhensible au vu de la direction actuelle du pays. Et si ce candidat prenait le pouvoir en Allemagne ? – Un redressement serait alors possible.

Peter Hänseler

mer. 18 nov. 2026 20 min de lecture

Introduction

De nombreux Allemands estiment que la politique menée par l'Allemagne va précipiter dans l'abîme ce qui fut autrefois le pays des poètes et des penseurs. Nous avons nous aussi souvent écrit sur l'orientation catastrophique de l'Allemagne en

matière de politique économique, intérieure et géopolitique, et nous sommes régulièrement parvenus à la conclusion amère qu'un revirement – et non un simple ajustement – est nécessaire pour amorcer un changement positif. Dans mon article «Les États-Unis changent-ils de cap ?», j'ai décrit les possibilités et les opportunités d'un tel revirement, scénario hypothétique dans lequel Washington sacrifierait l'Europe – il ne s'agit pas d'une vue de l'esprit, mais d'un comportement habituel des États-Unis, qui laissent régulièrement leurs alliés dans le pétrin.

Aujourd'hui, nous imaginons le « candidat » qui, dans cet essai, fait et propose ce qui, à mon avis – et de l'avis de nombreux interlocuteurs allemands –, serait nécessaire pour sortir le pays de l'ornière. Ce faisant, nous donnons à notre candidat les pleins pouvoirs pour faire ce qu'il juge nécessaire. Adolf Hitler avait obtenu de tels pouvoirs du Parlement allemand au printemps 1933, arguant alors que ces lois étaient indispensables pour rétablir l'ordre. Il existe donc dans l'histoire allemande un précédent en matière d'habilitation totale, même si c'est un sujet dont on parle à contrecœur. Nous ne prônons certainement pas ici un incendie du Reichstag comme attaque *sous faux pavillon* afin de conférer à notre candidat les pleins pouvoirs nécessaires. J'ai lu le livre «Ein Tag im März» de Philipp Austermann et je le recommande ; la classe politique allemande a donné à Hitler, sans que cela soit nécessaire, la possibilité d'instaurer une dictature et a ainsi laissé l'Allemagne sombrer dans l'abîme. Dans ce scénario hypothétique, notre candidat dispose de pouvoirs similaires, mais n'en abuse pas, ce qui rend cette utopie d'autant plus sympathique et digne d'être envisagée.

Je classe les thèmes qui doivent être abordés de manière radicale en différents groupes, j'analyse la problématique, la démarche à suivre et les effets auxquels je m'attendrais. Il va sans dire que les propositions évoquées ne peuvent servir que d'exemples. Les problèmes de politique intérieure de l'Allemagne sont si complexes et sont guidés par des intérêts parfois même impossibles à identifier, que ce texte se veut en fin de compte une piste de réflexion – même si elle est très provocatrice. Compte tenu de l'état de la société allemande, seules des mesures très provocatrices, parfois drastiques, peuvent toutefois empêcher ce en quoi les Allemands se sont, du moins par le passé, tristement illustrés comme champions du monde : glisser vers l'abîme en rongeant leur frein. D'un autre côté, paradoxalement et selon une corrélation pour le moins inquiétante, les Allemands excellent dans la reconstruction. Est-il vraiment nécessaire de détruire d'abord tout le pays avant de se lancer dans sa reconstruction ?

Les thèses de cet article sont certes provocantes. Mais pourquoi ce pays ne pourrait-il pas, cette fois-ci, opérer un revirement – un revirement complet et durable – avant de sombrer totalement ? Ce serait nettement moins sanglant et brutal, et cela

pourrait libérer d'énormes forces créatives dans tous les domaines.

Le premier jour de travail

L'UE et l'euro ne sont vraiment pas des cadeaux pour l'Allemagne

L'UE a affaibli l'Allemagne en tant que nation et constitue une organisation autoritaire et antidémocratique, qui prive de plus en plus ses États membres de leurs compétences. Il en résulte une destruction insidieuse des institutions nationales par le transfert de leurs missions au niveau européen. Ce qui est officiellement présenté comme une harmonisation des structures et des compétences a un effet comparable à celui du colonialisme. Ce phénomène est renforcé par des dépendances financières, dissimulées sous un vernis démocratique, vis-à-vis des fonds européens. Les États membres disposent certes de droits et de possibilités de participation définis par des règles, mais ceux-ci sont souvent subordonnés à un « bon comportement » politique, ce qui fait des États bénéficiaires économiquement plus faibles – par exemple la Hongrie, la Slovaquie ou la Roumanie – les jouets des intérêts des États donateurs économiquement dominants – citons notamment l'Allemagne, la France ou encore l'Autriche.

À la tête de l'UE se trouvent deux amazones qui n'ont aucune légitimité démocratique. Elles sont accablées par des scandales de corruption, mais restent néanmoins au pouvoir. Elles prétendent représenter l'Europe. Or, le terme « Europe » est usurpé de la même manière que le terme « Amérique ». L'Europe n'est rien d'autre qu'une désignation géographique, qui plus est délibérément mal interprétée, puisque l'UE se prépare à une guerre contre le plus grand pays d'Europe : la Russie. Si l'on pousse plus loin la réflexion « européenne » et que l'on considère réellement l'Europe comme une entité supranationale, c'est une guerre civile qui se prépare. Il n'existe pas de sentiment national pour une Europe de l'UE ; personne ne se sent européen : on se sent Italien, Espagnol, Allemand, etc., et c'est très bien ainsi.

Une comparaison avec les États-Unis, destinée à plaider en faveur d'un renforcement de l'UE, est non seulement boiteuse, mais aussi erronée. Les États-Unis se sont développés de manière complètement différente : dans un premier temps, ils se sont unis contre les colonisateurs de Londres, puis ils se sont attelés ensemble à conquérir ou à piller le reste du territoire, étape par étape, et à exterminer de manière génocidaire les anciens propriétaires – environ 20 millions –, n'en laissant que quelques-uns en vie pour les exposer dans des « zoos » – des réserves. Les Américains ont ainsi – mis à part la guerre de Sécession (1861-1865) – toujours fait front commun, au moins depuis la fin du XIXe siècle, et se sont considérés comme une nation.

L'UE est une pure structure de pouvoir, utilisée – voire détournée – par ses pères fondateurs – les Américains et les Britanniques – afin de contrôler plus facilement leur empire colonial en Europe.

L'euro était dès le départ un projet voué à l'échec. Une monnaie unique présuppose un espace économique et monétaire politiquement unifié – or, l'Union européenne n'est ni une nation ni un espace économique homogène. Les structures économiques, la compétitivité, l'endettement et les problèmes de politique budgétaire de ses États membres diffèrent parfois de manière fondamentale. Ces conditions initiales disparates ne peuvent pas s'accorder avec une politique monétaire unique.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Depuis son introduction le 1er janvier 1999, l'euro a perdu environ 93,3 % de sa valeur par rapport à la monnaie absolue – l'or. Même par rapport au franc suisse, la perte de valeur s'élève à 42,6 %. Ces chiffres illustrent de manière frappante à quel point le pouvoir d'achat et la valeur internationale de la monnaie commune européenne se sont érodés.

Au moment de l'introduction de l'euro, l'Allemagne était de loin la plus grande puissance économique de la nouvelle union monétaire. En 1999, avec un PIB de 1 980 milliards d'euros, l'Allemagne générait environ 32 % de la production économique totale de la zone euro, bien plus que la France (1 340 milliards) ou l'Italie (1 100 milliards d'euros). L'Allemagne est ainsi devenue inévitablement le poids lourd économique et le principal créancier de la nouvelle zone monétaire.

Outre ses contributions nettes considérables au budget de l'UE, l'Allemagne a également assumé des risques financiers de plus en plus importants au sein de l'Eurosystème au cours des crises de l'euro. Les créances TARGET de la Bundesbank le montrent particulièrement clairement : elles ont parfois largement dépassé les 1 000 milliards d'euros et s'élevaient encore à environ 1 000 milliards d'euros fin septembre 2026. L'Allemagne a ainsi supporté sur le plan comptable, c'est-à-dire financé, une part considérable des déséquilibres financiers de la zone euro pendant des décennies.

L'UE et l'euro ont nui à l'Allemagne : sur le plan financier, en tant qu'État-nation et dans son indépendance.

Jusqu'à présent, nous n'avons abordé ici que la composante économique de l'UE. Depuis des années, le lauréat du prix Nobel de la paix de 2012 – nous parlons bien de l'UE – fait pression pour que cette alliance d'États se transforme en alliance militaire. Cette ambition existait déjà en 2012, ce qui ne fait que mettre davantage en évidence le caractère grotesque de l'attribution de cette distinction autrefois très

prisée. À l'époque, l'accord d'association envisagé entre l'UE et l'Ukraine avait échoué, entre autres, en raison de cette composante de politique militaire, que les dirigeants ukrainiens de l'époque considéraient comme l'un des obstacles.

OTAN

L'OTAN est toujours présentée par l'Occident comme une alliance défensive. C'est un mensonge éhonté qui s'est déjà révélé faux lors de la guerre de Yougoslavie, lorsque l'OTAN a bombardé la Serbie pendant 78 jours. L'OTAN est, par nature, le bras européen des États-Unis, qui assure la cohésion administrative et organisationnelle des pays membres européens. Cette alliance aurait dû être dissoute en 1990, en même temps que le Pacte de Varsovie. Cependant, vivre en paix avec la Russie après l'effondrement de l'Union soviétique n'a jamais été l'objectif des Américains. D'où l'élargissement de l'OTAN vers l'Est qui, contrairement aux affirmations de James Baker, Helmuth Kohl, Dietrich Genscher, etc., dans les années 90, s'est accéléré de manière tout à fait ciblée et constitue la principale cause de la guerre en Ukraine.

C'est cette situation explosive que notre candidat trouvera dès son premier jour en fonction. Ce premier jour, il signera tous les documents nécessaires au retrait de l'OTAN. Si l'on veut la paix, il faut agir en conséquence.

Pas de troupes américaines en Allemagne

Depuis 1945, l'Allemagne n'est plus souveraine. C'est ce qu'a notamment déclaré Wolfgang Schäuble devant la BCE en 2011. Comment évaluer son statut ? À y regarder de plus près, la première puissance économique de l'UE est en réalité une colonie des États-Unis. Un pays qui, entre autres, accueille des troupes étrangères sur son territoire ne peut être souverain. Mais ce n'est là qu'une raison parmi d'autres.

Sur Wikipédia en allemand, le terme « colonie » est défini comme suit :

> *« Une* **colonie** *(du latin colere, « cultiver, exploiter la terre ») désigne, à l'époque moderne, un territoire étranger dépendant d'un État, dépourvu de pouvoir politique et économique propre (possession d'outre-mer). »*

Il sera difficile de concilier cette définition avec le statut de la RFA.

Sur Wikipédia russe, le lecteur trouve cette explication :

> *« Colonie (du latin colōnia) – un pays privé de son autonomie et placé sous la domination d'un État étranger (la métropole). »*

Soit dit en passant, nous en avons appris un peu plus sur le caractère manipulateur de Wikipédia : le lecteur de la version germanophone est induit en erreur par *« En tant que colonie (du* latin *colere, « cultiver, travailler la terre »)… »*. La version en russe, en revanche, nous apprend qu'il existe également en latin un équivalent direct du mot « colonie ». Que ce soit par ironie ou par cynisme, la définition « russe » s'applique comme par magie à la réalité de l'État allemand : un pays privé de son indépendance et placé sous la domination d'un État étranger.

Ainsi, lorsque notre candidat explique aux États-Unis en termes amicaux que toutes les troupes américaines doivent quitter le pays d'accueil dans un délai de 30 jours, il répond par là même aux exigences évidentes d'un État autonome que l'UE et l'OTAN revendiquent partout dans le monde. Étonnamment, la Loi fondamentale allemande ne contient aucun article définissant cet état de fait pour l'État allemand.

Cette démarche a d'ailleurs un précédent en Europe : le 7 mars 1966, le président français Charles de Gaulle a exigé, dans une lettre personnelle adressée au président américain Lyndon B. Johnson, le rétablissement de la pleine souveraineté militaire de la France et, par conséquent, le retrait des forces armées américaines ou la fin de leur stationnement sous commandement étranger.

Je cite un paragraphe :

> *«C'est pourquoi la France se propose de recouvrer sur son territoire l'entier exercice de sa souveraineté, actuellement entamé par la présence permanente d'éléments militaires alliés ou par l'utilisation habituelle qui est faite de son ciel, de cesser sa participation aux commandements « intégrés » et de ne plus mettre de forces à la disposition de l'OTAN.»*
>
> LETTRE DU PRÉSIDENT DE GAULLE À LYNDON B. JOHNSON, 7 MARS 1966

Israël – Génocide – Nuremberg 2.0

Rupture des relations diplomatiques avec Israël

Dès le premier jour, le candidat romprait toutes les relations diplomatiques avec Israël et expulserait tous les diplomates. L'Allemagne ne peut se permettre d'entretenir des relations diplomatiques avec des pays auteurs de génocide.

Après Nuremberg, il doit aller de soi pour tout homme politique allemand de lutter contre le moindre signe de génocide, aussi infime soit-il, non seulement verbalement, mais aussi concrètement, et d'exiger rigoureusement un « Nuremberg 2.0 ». Je m'abstiens d'énumérer les arguments en faveur de cette démarche, car j'estime que le comportement d'Israël est effectivement *inacceptable*. Je me contenterai donc de renvoyer à deux de mes articles : «Le génocide comme « légitime défense » – Les médias occidentaux complices du génocide à Gaza – Levons-nous ! » et «Israël – une démocratie génocidaire ».

Nuremberg 2.0

Pendant la période nazie, l'Allemagne n'a pas seulement exterminé 6 millions de Juifs, mais aussi 16 millions de citoyens soviétiques civils et des millions d'autres civils dans les territoires conquis. Conformément au mot d'ordre « Plus jamais ça ! », , il est en aucun cas et sous aucun angle compréhensible, voire inacceptable – notamment au regard de la dignité humaine –, que l'Allemagne non seulement tolère le génocide perpétré par les Israéliens à Gaza, en Cisjordanie et au Liban, mais qu'elle le soutienne activement et accuse instinctivement d'antisémitisme ceux qui s'opposent à ce génocide, alors que même de nombreux Juifs ont une position anti-israélienne. Je doute que M. Merz, ses collègues et les médias allemands soient capables de faire la distinction entre le judaïsme (religion) et le sionisme (projet) ; à ce sujet, voir mon article «L'antisionisme n'est pas de l'antisémitisme»

C'est avant tout à l'Allemagne, avec son passé effroyable, qu'il incombe de montrer au monde que le génocide est inacceptable, quels qu'en soient les responsables. L'ARD en Allemagne – c'est-à-dire la télévision publique d'État – emprunte cependant une voie diamétralement opposée. Dès le 18 octobre 2023, quelques jours seulement après les événements du 7 octobre, elle a publié à l'intention de ses collaborateurs un mémorandum, c'est-à-dire une charte de communication, qui classait les Palestiniens comme des terroristes et les Israéliens comme des victimes – un document effroyable. Nous en avions rendu compte : «Le glossaire de l'ARD justifie le génocide – le Dr Goebbels serait fier».

L'ensemble du gouvernement fédéral et les dirigeants des médias en Allemagne – ainsi qu'en Suisse, d'ailleurs – ont ainsi non seulement rendu le génocide acceptable, mais l'ont également rendu possible, encouragé, attisé et ont donc appelé au meurtre et au massacre. Tous les responsables doivent être incarcérés et traduits devant un tribunal de guerre ou un tribunal chargé des crimes de génocide. Nuremberg serait un lieu approprié, à défaut de quoi la ville de Gaza ou Téhéran. Ce dernier lieu serait un hommage au soutien sans faille et inchangé apporté par l'Iran, au fil des années, à la mise en œuvre des résolutions de l'ONU visant à la création d'un État palestinien et à l'endiguement d'Israël.

L'accusé le plus célèbre issu du milieu des médias à Nuremberg était Julius Streicher, l'éditeur du *Stürmer*. Il fut condamné à mort et pendu – à juste titre. Si l'on appliquait aujourd'hui les mêmes critères, les responsables politiques, Merz et consorts, ainsi que la quasi-totalité des rédacteurs en chef et éditeurs des médias de l'espace germanophone seraient condamnés. À juste titre.

Contrôle rigoureux de tous les Israéliens

Compte tenu des verdicts attendus à Nuremberg / Gaza / Téhéran, il serait impératif de mettre en place et d'appliquer un contrôle strict des personnes entrant en Allemagne, ainsi qu'un examen rigoureux de tous les Israéliens vivant déjà en Allemagne quant à leur position sur le génocide, car la grande majorité de la population israélienne soutient le génocide.

Les questions obligatoires concernant le droit d'existence d'Israël, posées lors du test de naturalisation en Allemagne, doivent être supprimées. Une condamnation claire de tout génocide et un soutien sans réserve à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 rendent superflu tout traitement particulier réservé à des groupes ethniques.

Sanctions contre Israël et gel ainsi que confiscation de tous les avoirs israéliens en Allemagne

Un contrôle rigoureux de tous les Israéliens implique également l'instauration de sanctions contre l'État d'Israël tant qu'il ne mettra pas en œuvre dans les plus brefs délais toutes les résolutions de l'ONU concernant la solution à deux États exigée par la communauté internationale pour le territoire de l'ancienne Palestine. D'ici là, toutes les relations commerciales avec Israël doivent être suspendues avec effet immédiat, et tous les avoirs d'origine israélienne en Allemagne doivent être gelés et confisqués sans délai.

La paix avec la Russie et l'Iran

La Russie n'attaquera pas l'Europe, il n'y a tout simplement aucune raison de le faire. Il en a toujours été ainsi. L'Occident a attaqué la Russie à d'innombrables reprises : en 1812, 1853, 1914 et 1941. La guerre en Ukraine est elle aussi une attaque de l'Occident contre la Russie. Les causes sous-jacentes sont identiques à celles des guerres susmentionnées. L'attitude russophobe de l'Occident a été inventée par les Britanniques : la Russie était trop grande et trop riche à leurs yeux, et ils s'inquiétaient pour leur empire mondial. Cette inquiétude était infondée. La Russie n'a jamais contesté les empires britanniques.

Les sanctions contre la Russie – environ 30 000 – lui causent certes des problèmes, mais ceux-ci sont surmontables. En revanche, les problèmes que ces sanctions posent à l'Allemagne sont insolubles : ils remettent en cause l'existence même de l'Allemagne sous sa forme actuelle.

Partant de là, le candidat demandera à ce qu'une réunion officielle soit organisée à Moscou dès le premier jour et se rendra immédiatement en Russie. Là-bas, il conclura la paix, car l'Allemagne est en guerre contre la Russie. Si la Russie n'a pas encore lancé de missiles sur Berlin, c'est uniquement grâce à l'incroyable patience et à l'attitude apaisante du président Poutine.

L'Allemagne lèvera immédiatement toutes les sanctions et demandera à la Russie de remettre Nord Stream en service. L'un des trois gazoducs est toujours opérationnel et, ensemble, les autres seront réparés dans un délai raisonnable et remis en service en tant que projet germano-russe. Comme l'Allemagne souhaite enfin devenir un État souverain, les Américains seront bien entendu tenus à l'écart de ce processus.

La Russie souhaite la paix avec l'Allemagne, mais je pars du principe que Moscou posera certaines conditions que l'Allemagne devra remplir, qu'elle est en mesure de remplir et qu'elle souhaite remplir, compte tenu de sa nouvelle orientation politique sous l'impulsion du candidat.

L'Iran n'a pas déclenché de guerre au cours des derniers siècles et acceptera une normalisation de ses relations avec l'Allemagne. Si la nouvelle Allemagne reste fidèle à sa nouvelle ligne politique, des opportunités s'ouvriront pour l'économie allemande en dehors de l'Europe de l'UE, qui devraient plus que compenser à moyen terme les pertes éventuelles liées à la sortie de l'UE.

Politique intérieure

Les lois étouffent l'économie

L'Allemagne reste à la pointe mondiale… en matière d'élaboration d'une législation si volumineuse et si illisible – je peux le confirmer en tant qu'avocat – qu'une vie sans une armée de conseillers n'est plus possible dans le monde des affaires. Un exemple : la législation fiscale allemande est si volumineuse que même le Bundestag ne parvient pas à calculer combien il existe de lois fiscales – environ 125 –, sans compter que des milliers d'articles relatifs à la fiscalité se trouvent dans d'autres lois. Ainsi, en tant qu'entrepreneur, on ne peut jamais être sûr de respecter toutes les exigences. Une situation intenable et plus que préjudiciable à une vie économique florissante.

En principe, la législation fiscale ne serait pas très difficile à élaborer : ce qui est imposé et qui est imposé relève d'une décision politique : la progressivité de l'impôt sur le revenu conduit à une redistribution ; la progressivité de la taxe sur le chiffre d'affaires impose ceux qui dépensent beaucoup, etc. Une fois que l'on sait dans quelle direction aller sur le plan politique et social, il est relativement simple de légiférer en termes clairs. Le candidat définirait les principes fiscaux, puis promulguerait une loi dont le volume ne dépasserait guère 1 % des réglementations existantes.

La législation fiscale en Allemagne ne sert que d'exemple. Il ne s'agit pas seulement de la législation allemande. L'ensemble des relations commerciales avec l'État allemand est un véritable parcours du combattant qui étouffe l'économie.

Liberté d'expression

La liberté d'expression sera rétablie afin que l'article 5 de la Loi fondamentale retrouve tout son sens.

> *« Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement ses opinions par la parole, l'écriture et l'image, et de s'informer sans entrave à partir de sources accessibles à tous. La liberté de la presse et la liberté de reportage par la radio et le cinéma sont garanties. Il n'y a pas de censure. »*
>
> *ARTICLE 5, PARAGRAPHE 1, DE LA LOI FONDAMENTALE*

De grands défis

Aussi grande que soit l'avalanche de lois, dont on sait que le Parlement allemand lui-même n'est plus en mesure de chiffrer l'ampleur, aussi grand sera le défi de la ramener à un niveau nécessaire. L'objectif doit être d'enterrer 99 % des lois et règlements. Premièrement, ce n'est pas impossible, et deuxièmement, on pourra de nouveau respirer. Une armée de fonctionnaires qui administrent l'actuel étouffement des libertés perdra peut-être son emploi, mais c'est un problème soluble : ces personnes seront nécessaires dans la nouvelle économie en plein essor.

Conclusion

Cet article s'est principalement limité aux changements en matière de politique étrangère, car d'une part, c'est ce domaine qui nuit le plus à l'Allemagne, et d'autre part, c'est là que les changements peuvent être mis en œuvre le plus rapidement ; De Gaulle a renvoyé les troupes américaines par une simple lettre.

Les problèmes de politique intérieure sont faciles à décrire : manque de liberté et avalanche de lois. Le problème réside toutefois – comme le montre par exemple la législation fiscale – dans le fait que, depuis des décennies, les réglementations se propagent en Allemagne comme un cancer métastatique et que seul un traitement radical, à l'image d'une chimiothérapie qui détruirait 99 % des lois, permettra d'aboutir à un résultat positif.

Si le candidat n'utilise son pouvoir que dans l'intérêt de l'Allemagne et que son intégrité morale est au-dessus de tout soupçon, l'Allemagne pourra alors sortir du cercle vicieux dans lequel elle se trouve. J'ai déjà souligné au début que je ne souhaite pas que « le candidat » soit considéré comme la résurrection d'un « Führer allemand ». Puisque nous parlons de l'Allemagne, je tiens à le réaffirmer afin d'exclure toute interprétation erronée. Mon « candidat » symbolise les changements qui doivent être entrepris en Allemagne par le biais des structures étatiques. Pas demain ni après-demain, mais aujourd'hui, maintenant, sans délai.

Il ne reste plus qu'un seul défi à relever pour pouvoir commencer : les Allemands doivent trouver un candidat hautement compétent et d'une moralité irréprochable. Une telle personne existe certainement en Allemagne. Dans cette recherche, il ne faut toutefois en aucun cas prendre en considération les politiciens, en particulier ceux qui se sont déjà abreuvés au calice de la grande politique.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE: